Accelerating Decentralisation, Development

Steering Committee Evaluates Plan

■ *The Minister of Decentralisation and Local Development, Georges Elanga Obam presided at the first session of the Committee on May 8, 2024.*

Eulalia AMABO

The impact is expected to be felt on the population in the days ahead.

Cameroon, through the Ministry of Decentralisation and Local Development, and the Ministry of the Economy, Planning and Regional Development, signed, on December 3, 2023 with the United Nations Development Programme (UNDP), a project document on the acceleration and deepening of the decentralisation and development process in Cameroon. The signing of the said document came barely some moments after Cameroon adopted the National Development Strategy 2020-2030 plan on which the United Nations development aid programme is aligned. To facilitate the realisation of envisaged actions within the framework of fast-tracking the concept, a steering committee of the project to support the acceleration and deepening of decentralization and development in Cameroon was put in place under the coordination of the Ministry of Decentralisation and Local Development. To this effect, the first session was held in 2021 and basically examined the possible realisation of structural studies notably; studies on the socio-economic profiles of local authorities, financing local development, the digitalisation of training modules at the National School of Local Administration, and the production of an audit and control guide for local authorities.

On May 8, 2024, the Minister of Decentralisation and Local Development, Georges Elanga Obam was thus presiding another session of the committee, the first in the year, and exchanges focused on an exhaustive evaluation of the putting in place of the project to accelerate and deepen decentralisation and development in Cameroon, as well as outline corrective actions and aspects of improvement as the case may be. Committee also evaluated results of the working group since its operationalisation, identified strategies for the mobilisation of funds for the project and mapped out strategies of partnership with local institutions, technical and financial partners, private sector and civil society organisations, with the goal of better coordinating interventions. It is against this backdrop that the Minister noted the session was to have a retrospective of what has been done thus far and make projections. "We discussed about a very important project that concerns an input in the decentralisation process and we are doing so with an agency of the United Nations. We have attained certain results but when we look at the outcomes, it is not yet up to the level we want. Our local authorities will receive a lot of tools that will enable them carry out the decentralisation process. Now that the means is available, we will continue working," Minister Elanga Obam told the press.

Programmes avec le FMI

La sixième revue est terminée

La mise en place des réformes évolue de manière satisfaisante.

■ *La délégation de l'institution financière a également été reçue mercredi dernier par le ministre délégué auprès du ministre des Finances, Yaouba Abdoulaye.*

Aïcha NSANGOU N.

Mercredi 8 mai dernier, la délégation du Fonds monétaire international (FMI) conduite par Cemile Sancak a livré les premières conclusions de la sixième revue du programme économique et financier appuyé sur la Facilité élargie de crédit et du Mécanisme élargi de crédit. Mais aussi ceux de la première revue de l'accord au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), une initiative récemment approuvée et dont le but est d'aider le Cameroun à s'adapter et à atténuer les effets des changements climatiques. C'était au cours d'une audience accordée par le ministre délégué au ministère des Finances, Yaouba Abdoulaye.

« Nous avons partagé avec les autorités les constats majeurs de cette revue. Il y a des progrès dans les deux facilités. Il y a des progrès dans les réformes. Mais, il y a aussi les réformes à toujours mettre en œuvre et donc nous avons discuté des objectifs principaux du programme, où en est le pays par rapport à ces objectifs», a confié Cemile Sancak à la presse au sortir de l'audience qui s'est déroulée loin des objectifs des caméras. Lesquels objectifs sont d'augmenter le taux de croissance dans le pays, créer également des emplois. « Une croissance soutenable et inclusive est très importante. Ensuite créer l'espace budgétaire pour les dépenses importantes c'est-à-dire celles relatives à l'investissement et les dépenses sociales. Un autre objectif important dans le programme est d'améliorer la transparence et la gouvernance », a-t-elle ajouté.

Un rapport plus détaillé des conclusions de cette revue sera publié dans les prochains jours, avant que le dossier du Cameroun ne soit soumis au Conseil d'administration pour un éventuel décaissement. Au terme de la cinquième revue, il avait été approuvé un décaissement de 73,8 millions de dollars (45,2 milliards de F) ; ce qui portait le total des décaissements pour cet accord conclu en juillet 2021 pour un montant de 689,5 millions de dollars (422 milliards de F) à 571 millions de dollars (près de 350 milliards).

Coopération sécuritaire

Une embarcation offerte à la Marine

La coopération sécuritaire reste dynamique entre la France et le Cameroun.

■ *L'équipement, don de la France, a été réceptionné le 8 mai dernier à Douala par le contre-amiral Jean Mendoua, représentant le Mindef.*

Une embarcation rapide a été remise à la Marine nationale le mercredi 8 mai 2024 à la Base navale de Douala par l'ambassadeur de France au Cameroun, S.E. Thierry Marchand. L'équipement a été réceptionné lors d'une cérémonie à laquelle ont notamment pris part le contre-amiral, chef d'état-major de la Marine, Jean Mendoua, représentant le ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, et le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua. Présents aussi, le préfet du Wouri, Sylyac Marie Mvogo, le commandant de la Région militaire interarmées n°2, le général de brigade aérienne Benoît Eba Eba, le commandant de la 2e Région de gendarmerie, le général de brigade Ekongwesse Divine Nnoko, le maire de la ville de Douala, Roger Mbassa Ndinè, entre autres.

Selon le diplomate français, ce geste est une preuve concrète du dynamisme de la coopération sécuritaire entre son pays et le Cameroun. Une preuve en laquelle il veut voir également un nouveau souffle, s'agissant de cette coopération, qui poursuit un objectif similaire de part et d'autre : la sécurisation des espaces maritimes. Tâche dont la difficulté a été rappelée par l'ambassadeur de France.

Sa souveraineté, le Cameroun n'entend pas la négocier. Le contre-amiral Jean Mendoua a relevé, dans son discours de circonstance, que notre pays reste résolu à protéger sa façade maritime, à préserver sa mer et sa côte. Dans la foulée, le Cameroun entend jouer un rôle de premier plan dans la sécurisation du golfe de Guinée, espace devenu encore plus sensible en raison d'une reconfiguration récente de la géopolitique mondiale – laquelle touche notamment à l'approvisionnement en énergie et autres matières premières de pays occidentaux. « De la sécurisation de notre espace maritime dépend notre avenir commun », a ajouté le représentant du Mindef.

L'équipement reçu mercredi est donc le bienvenu, lui qui contribuera à l'accomplissement de cette mission ardue. Raison pour laquelle la Marine, par la voix de son chef d'état-major, a reçu avec une « profonde gratitude, et une immense reconnaissance », mais aussi « avec joie et humilité », ce que le contre-amiral Mendoua a qualifié de « don exceptionnel ».

Alliance NYOBIA